

Les Cahiers des Dix



Louis-Joseph Papineau De Saint-Denis à Paris

Montarville Boucher de La Bruère

Number 5, 1940

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1078907ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1078907ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (print)

1920-437X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Boucher de La Bruère, M. (1940). Louis-Joseph Papineau : de Saint-Denis à Paris. *Les Cahiers des Dix*, (5), 79–106. <https://doi.org/10.7202/1078907ar>

Tous droits réservés © Les Éditions La Liberté,

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Louis - Joseph Papineau

De Saint - Denis à Paris.

Par **MONTARVILLE BOUCHER DE LA BRUÈRE.**

Nos historiens ont maintes fois raconté les phases du drame que vécurent si douloureusement nos ancêtres aux jours troubles de 1837-1838. Cependant, malgré la moisson abondante déjà recueillie, nous avons pensé qu'il restait peut-être ici et là quelques gerbes à glaner.

Il y a particulièrement, dans le vaste champ où le drame s'est déroulé, un terrain qui paraît avoir été moins soigneusement creusé que les autres, celui des régions outre frontière où tant des nôtres durent s'exiler pour sauver leur tête menacée. Tout n'a pas été dit sur les pénibles vicissitudes de ces malheureux réfugiés qui, après avoir été arrachés soudainement à leur patrie et à leur foyer, vécurent des années durant au milieu des plus dures privations et surtout dans les pires angoisses morales.

Quelle lourde épreuve pour des hommes de coeur dont toute la faute était d'avoir osé se défendre, sans y être suffisamment préparés, contre un régime odieux, qui, après avoir dû à leur loyauté d'avoir été sauvé deux fois du péril, en 1775 et en 1812, ne les avait jamais récompensé, au retour de la paix, que par un ostracisme de plus en plus outrancier.

Pour Papineau, entre autres, à l'apogée de sa gloire, honoré de la confiance et des espérances de tout un peuple, le séjour forcé à l'étranger fut particulièrement pénible. En plus de gémir sur la désolation de ses compatriotes, exilés comme lui, et qui le rendront responsable de leurs malheurs, il aura à déplorer une mésentente qui naîtra avec son entrée aux Etats-Unis, et le retiendra dans des chaînes impossibles à briser. Et cela parce qu'il se sera « tenu isolé de ses con-

frères réfugiés, au lieu de s'associer à eux, de former une organisation conjointement avec eux, pour diriger les intérêts des réfugiés et du pays en général. »⁽¹⁾

*
* *

A Montréal, centre de l'agitation politique, l'effervescence des esprits s'accroît au début de novembre 1837. La journée du 6 est marquée par la collision sanglante des Fils de la Liberté et des membres du Doric Club, le pillage du *Vindicator*, et une démonstration hostile chez Papineau où portes et fenêtres sont enfoncées, puis fermées pour la nuit avec des planches de fortune⁽²⁾.

Dès ce jour les amis du tribun considèrent sa vie en danger et l'incitent à partir. Il ne cède que le 13, averti, en sous-main, que des mandats d'arrestation ne tarderont pas à être émis contre lui et ses principaux lieutenants. Sous l'égide de son neveu, Louis Dessaulles, il s'éloigne de Montréal, et tard dans la soirée il est vu à la Pointe-aux-Trembles cherchant à traverser le fleuve, soit à Boucherville chez son parent Bonaventure Viger, soit à Verchères chez son beau-frère, l'abbé René-Olivier Bruneau. Il était accompagné du rédacteur du *Vindicator*, le Dr O'Callaghan, qui sera son fidèle Achate jusqu'à l'heure du départ pour Paris, en février 1839.

Trois jours plus tard, le 16, les mandats d'arrestation sont émis, à Montréal, contre les principaux lieutenants de Papineau qui partent au pied levé vers la vallée du Richelieu, et le lendemain, le 17, retentissent, près de Longueuil, les premiers coups de feu de l'insurrection. Bonaventure Viger et Jos. Vincent, personnages devenus depuis légendaires, avaient attaqué un corps de cavalerie et délivré deux

(1) Lettre de l'abbé Et. Chartier à Papineau, novembre 1839. *B.R.H.*, avril et mai 1937.

(2) Papineau, avec sa famille, dût se réfugier chez son cousin germain, Denis-Benjamin Viger.

chefs patriotes faits prisonniers à Saint-Jean. Plus tard le capitaine Vincent aurait avoué, en présence du Dr Robert Nelson, « que si l'on avait tiré sur les dragons c'était sur les conseils de Papineau. »⁽³⁾ Quoiqu'il en soit de ce propos, qu'on ne peut pas plus confirmer qu'infirmier, le procédé n'en était pas moins conforme aux résolutions adoptées à Saint-Charles le 23 octobre précédent.

Ces résolutions qui décrétaient les droits de l'homme, engageant les soldats anglais à désertier leurs drapeaux, et incitant le peuple à méconnaître les ordres des magistrats et des autorités militaires, seraient le fait de Papineau et d'O'Callaghan, au témoignage de messire Chartier et de Timothée Franchère, marchand de Saint-Mathias⁽⁴⁾.

Ce même 17 novembre le tribun est rencontré sur la route dans une direction toute opposée aux coups de feu de Longueuil. A l'heure du midi T.-S. Brown, les deux frères Des Rivières, et le Dr Alphonse Gauvin, quatre des fugitifs partis de Montréal la veille au soir, « se trouvent face à face, à la traverse de Saint-Marc-sur-Richelieu, avec Papineau et O'Callaghan, et ces messieurs, après avoir dit qu'ils se rendaient à Saint-Denis, se croyant plus en sûreté là que partout ailleurs, leur conseillèrent de s'emparer du manoir seigneurial de Saint-Charles, dont le propriétaire M. Desbartzch avait pris la fuite. »⁽⁵⁾ On sait que ce conseil fut suivi à la lettre, et par le Dr Gauvin lui-même.

Papineau, arrivé à Saint-Denis, où il est un des habitués tant au point de vue politique que familial, ne se retire pas, selon son habitude, chez l'oncle Séraphin Cherrier, riche marchand de l'endroit, où à la plantureuse ferme du beau-frère, Pierre Bruneau. Il trouve bon gîte chez le Dr Wolfred Nelson, qui le reçoit avec tous les égards dûs à un ami, à un chef politique. Aussitôt, de concert avec son hôte, il

(3) Lettre du Dr C.-H.-O. Côté à Ludger Duvernay, le 14 avril 1841. *Rapport des Archives de Québec*, 1926-1927, p. 237.

(4) Voir la lettre déjà citée de l'abbé Chartier et la déclaration Franchère. *Rapport des Archives de Québec*, 1925-1926, p. 150.

(5) Mémoires du Dr A.-I. Des Rivières, dans *La Patrie*, 12 mai 1898.

se met activement à l'organisation de la défense. Comme il est trop tard pour rester sur le terrain constitutionnel, ou encore pour se contenter de « propos séditieux », c'est à titre de « chef suprême » qu'il fait le choix de ses généraux pour la résistance armée: Wolfred Nelson à Saint-Denis, Thomas-Storrow Brown à Saint-Charles, et Amury Girod à l'avant-garde de la seigneurie de la Petite-Nation⁽⁶⁾. C'est encore à ce même titre qu'il convoque des délégués de son choix pour signer une déclaration d'indépendance du Bas-Canada, délégation qui devait se réunir à Saint-Charles le 4 décembre, si lord Gosford n'avait pas précipité son attaque sur Saint-Denis⁽⁷⁾. Et à la veille de cette attaque, mercredi 22 novembre, Papineau préside une assemblée à Saint-Charles, où Thomas-Storrow Brown est reconnu général; le Dr Gauvin et les deux Des Rivières colonels; Siméon Marchessault capitaine; Boucher-Belleville quartier-maître, et Bonaventure Viger capitaine de piquets. Il harangue les patriotes en leur disant de tenir ferme, de ne point reculer, et par surcroît, il leur déclare qu'il vient d'apprendre que le Haut-Canada a proclamé son indépendance⁽⁸⁾.

C'est au lendemain de cet appel à la fermeté dans la résistance, vers les 6 heures du matin, que Saint-Denis apprend l'approche des troupes de Gore et l'arrivée du lieutenant George Weir, fait prisonnier au cours de la nuit sur la route de Saint-Ours. Le Dr Wolfred Nelson reçoit ce dernier avec égard, en confie la garde au Dr Timothée Kimber, et laisse aussitôt sa demeure pour aller reconnaître la position de l'ennemi et voir aux derniers préparatifs de défense, pendant que le tocsin sonne l'appel aux patriotes. Il ne rentrera chez lui qu'au déclin de l'après-midi, glorieux de la défaite des habits rouges et bien assuré de leur retraite vers Saurel.

Le jeune Weir, à peine réchauffé et tremblant de crainte, est

(6) Pour le choix des généraux, voir la lettre déjà citée de l'abbé Et. Chartier.

(7) Attestation de David Bourdages, p. 470, vol. IV, *History of Lower Canada*, de Robert Christie, et lettre déjà citée de M. Et. Chartier.

(8) Rapport de l'espion J. Vilbon et déposition de O. Lussier et de J. Couvillon. *Rapport des Archives de Québec*, 1926-1927, p. 166.

invité à prendre le déjeuner en compagnie de Papineau et d'O'Callaghan descendus de leur chambre à coucher. Il se refuse à prendre toute nourriture, même « le bitters », et vers 9 heures, aux premiers sons de l'artillerie, trois individus se présentent et se disent autorisés à conduire le prisonnier à Saint-Charles pour sa sûreté⁽⁹⁾. Dix minutes plus tard le jeune officier tombait mortellement blessé, puis était achevé au milieu de la route, à peine l'église de Saint-Denis dépassée. Du coup se trouvait engagée la responsabilité de tous ceux qui, depuis le matin, avaient été en contact immédiat avec l'infortunée victime. Et c'est après cet assassinat, inutile et injustifiable, que Papineau et O'Callaghan prennent de nouveau la route dans une direction, cette fois encore, opposée aux coups de feu.

Aux yeux des patriotes qui font face à la fusillade, ce départ prend l'allure d'une fuite, et à ceux qui demandent pourquoi le « Chef Suprême » ne vient pas se joindre à eux, le vaillant Nelson, qui se garde bien de les alarmer et de les décourager, ne peut que répondre : « C'est moi qui ai conseillé à Papineau de s'en aller ». Plus tard, revenu de son exil aux Bermudes, le docteur, pour ne pas augmenter la mésentente qui régnait chez les réfugiés et qu'il déplorait, ira jusqu'à défendre Papineau des accusations de lâcheté qui pleuvaient sur lui.

Onze ans après l'événement, au cours d'une ardente controverse entre les amis politiques de La Fontaine et les amis de Papineau, Nelson attestera que le tribun s'esquiva de Saint-Denis à son insu, et L.-A. Dessaulles, le plus ardent de ses apologistes, répondra que son oncle avait cédé aux instances du docteur⁽¹⁰⁾.

Au dossier de cette question si amèrement controversée du départ de Papineau de Saint-Denis, nous nous contentons de verser l'affidavit suivant que nous avons retracé dans les papiers du Dr

(9) Pourquoi pas pour leur propre sûreté? Le Dr Nelson n'a pas dû vouloir se priver de trois hommes armés. Encore mieux, la présence d'un prisonnier britannique, traité avec déférence sous son toit, lui aurait été précieuse en cas de défaite.

(10) Voir les brochures publiées à Montréal, en 1848, *Blanc et noir*, de L.-A. Dessaulles, et *Résumé impartial de la discussion Papineau-Nelson*.

Wolfred Nelson lui-même et qui revêt un intérêt plus qu'ordinaire, non seulement parce qu'il ne paraît pas avoir été rendu public lors de la querelle Papineau-Nelson en 1848, mais aussi bien parce qu'il contient des détails inédits sur le séjour du lieutenant Weir à Saint-Denis :

DECLARATION DE M. CHARLES DANSEREAU, ETUDIANT EN MEDECINE, au sujet de la présence et du départ du lieutenant Weir, et de MM. Papineau et O'Callaghan, de la maison du docteur Wolfred Nelson, à Saint-Denis, rivière Richelieu, le 23 novembre 1837.

Le 23 novembre 1837, j'étais couché chez le Dr W. Nelson, lorsque à 3½ heures du matin, un de mes amis vint me réveiller me disant de me lever, qu'un officier était pris prisonnier et que 400 hommes de troupes anglaises venaient sur St-Denis. Je m'habillai, descendit en bas et vit l'officier Weir que le Dr Nelson retirait de la foule, et conduisit amicalement dans une chambre privée pour l'y laisser réchauffer près d'un poêle.

Vers 5 heures et peut-être plus, le Dr Nelson m'acosta et me recommanda quelques choses, me disant qu'il allait examiner la contenance des troupes et ordonner quelques préparations. Le Dr Nelson est sorti immédiatement et n'est pas même revenu pour prendre quelques nourritures. Le déjeuner a été servi, et s'y trouvaient Messrs. Papineau, O'Callaghan, le Dr Kimber (je crois), et quelques autres dont j'ai oublié les noms. En se mettant à table on a passé le whisky, et si je me rappelle bien, c'est le Dr Kimber qui a offert (à plusieurs reprises) à l'officier Weir de venir prendre le *bitters* avec nous. L'officier Weir a refusé par trois ou quatre fois. Ensuite on a dit à l'officier Weir que puisqu'il refusait le whisky, au moins qu'il viendrait prendre le déjeuner, que ce n'était pas possible qu'il vit à rester sans manger. Par plusieurs fois l'officier Weir a constamment refusé à ce qu'on lui proposait. Après le déjeuner chacun a aité à ses affaires. Messrs. Papineau et O'Callaghan sont montés dans une chambre où ils avaient la coutume de s'y tenir constamment seuls. L'officier Weir est resté

avec deux gardes dans la chambre à dîner, seul appartement où la foule n'avait pas admission. Au meilleur de ma connaissance Messrs. Papineau et O'Callaghan ne faisaient pas de difficulté de passer dans la foule pour descendre prendre leurs repas que depuis le lundi: mais deux jours environ avant la bataille, ces Messrs.: (*particulièrement le soir*) se promenaient au milieu de la foule et causaient familièrement avec les habitants. Des plus rares, ces Messieurs descendaient dans le jour excepté pour prendre leurs repas.

Vers 8¾ heures la fusillade commençait, suivie presque aussitôt d'une canonade roulante. Alors quelques-uns, qui (je pense) savaient bien que St-Charles était plus éloigné du boulet, que la maison de pierre de St-Denis, entrent; et comme je paraissais justement dans cette salle, me disent qu'ils viennent chercher l'officier Weir pour le conduire à St-Charles; que le Dr Nelson leur avait ordonné (ce que le Dr Nelson contredit hautement). L'un d'eux avait une bonne courroie et dit qu'il faut l'attacher. L'officier Weir a toujours eu un pressentiment des plus forts, qu'il allait être tué: et quand ceux-ci sont arrivés il a dit que c'était fini, qu'ils le menaient dans quelques bois pour le tuer. Malgré toutes les protestations que nous lui faisons de notre mieux en langue anglaise, je crois que nous lui avons rien fait pour le convaincre. Alors celui qui avait la courroie dit: oh! vite, vite le temps presse, il faut l'attacher, ce sont les ordres. Il a fallu dire à Mr Weir qu'ils vont l'attacher. L'officier tremblant se lève, présente ses bras croisés, le poignet droit sur le gauche, deux larmes lui viennent aux yeux; ils lui font une ligature aux poignets en forme de 8. On a demandé à le détacher qu'il n'y avait pas de danger, qu'ils étaient trois pour le retenir. Celui qui l'avait lié le détache aussitôt et lui met la courroie autour du corps. Il n'était pas attaché serré, le même met la main à la courroie derrière le dos de l'officier, et ils sortent de la chambre. Je n'ai plus vu Weir. Celui qui le liait était armé d'une espèce de sabre; je ne me rappelle si les autres étaient armés, et ne suis pas capable de dire s'ils avaient quelques choses dans les mains. Messrs Papineau et O'Callaghan sont toujours demeurés en haut, n'ayant com-

munication avec personne, si ce n'est qu'avec Mr Fabre (j'ai cru le reconnaître) qui vers 9½ heures vint dans la maison du Dr Nelson et me demanda où était Mr Papineau, et si j'aurais la bonté de lui laisser voir. Je conduisis Mr Fabre dans la chambre de Mr Papineau, il n'y est resté que très peu de temps et est descendu pour aller je ne sais où. Alors je montai en haut et observai à Messrs Papineau et O'Callaghan qu'ils feraient mieux de descendre, que si les troupes gagnaient, ils avaient un mauvais local pour se sauver, qu'ils n'avaient qu'un escalier étroit pour descendre. Ils m'écoutèrent et descendirent. Vers 10¼ heures, un de mes amis qui demeurait aussi chez le Dr Nelson, me demanda à l'aider pour transporter une valise de ses hardes qu'il désirait cacher. A notre retour Messrs Papineau et O'Callaghan nous demandèrent s'il y avait des chevaux pour eux, et leur ayant dit *oui*, ils nous prièrent de les leur procurer. Nous sommes sortis et revenus avec les chevaux. Je donnai un petit cheval gris à Mr Papineau (ce cheval n'appartenait pas au Dr Nelson) et une jument noire au Dr O'Callaghan (cet animal appartenait au Dr Nelson). Ils les ont montés, nous ont donné la main et souhaité le bonjour, sans que je puisse dire maintenant quelle direction ils ont pris. Ils ont monté leurs chevaux dans une des cours du Dr Nelson, contiguë à sa maison, de sorte qu'étant rentré dans la maison je n'ai pu les observer. J'aurais bien pu me dispenser de dire quelle couleur avaient les chevaux, mais ma volonté de faire une stricte narration est telle que j'ai cru bon de le mettre et d'ajouter que ces chevaux étaient dans un très mauvais état, et que je crois qu'on ne pouvait faire une longue route avec eux, tout au plus ce n'aurait été que très lentement. Ces chevaux avaient été dirigés de tous les côtés le matin et ce n'avait été qu'à bride abattue. A ma meilleure connaissance personne n'est venu dire à Messrs Papineau et O'Callaghan de s'esquiver et que c'était les ordres du Dr Nelson. S'il y a eu quelqu'un pour faire partir Messrs Papineau et O'Callaghan ça ne peut être autre que Mr Fabre qui, aussitôt après avoir mis pied à terre, est venu en courant chez le Dr Nelson; pas d'autres que lui sont venus voir Messrs Papineau et O'Callaghan.

Remarquez lecteur que Mr Fabre est traversé de St-Antoine ce matin là, il n'avait pas été question de lui dans St-Denis avant.

A midi la canonade, quoique beaucoup ralentie, continuait toujours, et le Dr Nelson n'était pas de retour. Un peu plus tard je laissai St-Denis, où je ne suis plus revenu; de sorte que je ne puis rien raconter de moi même. A chacun libre permission de penser ce qu'il lui plaira sur mon départ.

Sur mon honneur j'atteste que ceci est très correct avec ce que j'ai vu et entendu.

CHARLES DANSEREAU,
Etudiant en médecine.

Plattsburg, 1 octobre 1840.

*
* * *

Sur la route, dans la direction de Saint-Charles, Luc Ethier rencontre un homme « parlant l'anglais », et Papineau qui lui dit: « Les troupes ont attaqué Saint-Denis, et ce ne sera rien à ce que je pense ». De même Papineau et O'Callaghan sont rencontrés par les deux frères DesRivières. Surpris, ils en informent le Dr Nelson qui leur répond « C'est moi qui leur ait dit d'aller à Saint-Charles et d'attendre là l'issue de la lutte. »⁽¹¹⁾ Evidemment ils n'attendirent rien, puisque, ce même soir, vers 10 heures, ils arrivaient inaperçus à Saint-Hyacinthe, chez Augustin Papineau, et dans un état pitoyable, au dire d'Amédée⁽¹²⁾, fils aîné du tribun qui raconte la scène comme suit: « Le docteur était couché et dormait sur un sofa. Ils étaient accablés de fatigue, après avoir marché toute la journée, sans s'arrêter, et sans man-

(11) Mémoires du Dr A.-I. Des Rivières, *La Patrie*, 12 mai 1898.

(12) Réfugié chez sa tante Dessaulles depuis le 17 novembre, Amédée Papineau, avant son départ de Montréal, avait mis en lieu sûr les meubles de son père, moins les livres de la bibliothèque, que celui-ci retrouvera à Saint-Hyacinthe à son retour de Paris.

ger, leurs habits mouillés et glacés. Les chemins inondés et rompus ne leur avaient permis d'aller que le pas. Ils s'égarèrent plusieurs fois, interrompus dans leur marche par des patriotes armés qui ne les reconnaissaient point. Mon cher papa se leva, réveilla le docteur, et ils me suivirent chez ma tante où ils prirent quelque nourriture. On envoya chercher un fidèle et brave citoyen (le capitaine Louis Poulin, ancien député), qui emmena le Dr et papa chez lui, où ils demeurèrent cachés plusieurs jours. »⁽¹³⁾

Le surlendemain, 25 novembre, a lieu la bataille de Saint-Charles et le 1er décembre la tête de Papineau est mise à prix, \$4,000. Le 2 Gore promène la torche incendiaire à Saint-Denis, et le 3, de Saint-Charles il dépêche une patrouille à Saint-Hyacinthe, espérant trouver le fugitif chez sa soeur, Mme Jean Dessaulles, où on le chercha en vain. Le soir de ce même jour Mme Dessaulles commandait à son serviteur, Joseph Sicard, de conduire du côté d'en haut deux hommes, déguisés avec des capuchons qui leur cachaient la figure, armés de pistolets. « Je les conduisis du côté de Saint-Damase, où ils débarquèrent, a raconté Sicard. Sur la route ces personnes parlèrent peu, et toujours en anglais. » Papineau et O'Callaghan, voyageant de nuit, se cachant le jour, traversèrent la frontière à Alburg et atteignirent bientôt Albany, N.Y. Cette ville sera leur port d'attache durant leur séjour aux Etats-Unis. Parti seul, le 2 décembre, Amédée Papineau arriva le 12 à Burlington, Vt. Sa tante Dessaulles lui avait recommandé de garder l'incognito jusqu'à sa rencontre avec son père.

Ce fut le 1er janvier 1838, à Middlebury, petite place du Vermont, où les Canadiens réfugiés se sont d'abord donné rendez-vous. Leur ambition est d'envahir le Bas-Canada, de proclamer son indépendance, et d'assurer son émancipation. Papineau s'oppose au voeu le plus populaire, celui de l'abolition, sans restriction, des droits seigneuriaux. Un sentiment d'hostilité s'empare de la plupart des co-réfugiés qui commencent à le soupçonner de vues intéressées. De

(13) *Journal d'un fils de la liberté réfugié aux Etats-Unis en 1837.*

chaudes altercations s'ensuivent entre Edouard Rodier⁽¹⁴⁾ et Papineau, et avec O'Callaghan qui pensait comme Papineau⁽¹⁵⁾. Cette première scission fut fatale aux aspirations et aux intérêts communs.

Papineau et O'Callaghan, ayant gardé un strict incognito à Middlebury, et n'ayant consenti à recevoir qu'un petit nombre de réfugiés, retournèrent sans plus tarder à Albany. Dès lors l'ancien député de l'Acadie, le Dr C.-H.-O. Côté, et le frère du « héros de Saint-Denis », le Dr Robert Nelson, entreprennent de conduire la barque des réfugiés, sitôt laissée à la dérive dans des eaux étrangères par son grand capitaine, et par son maître pilote⁽¹⁶⁾.

Les réfugiés cependant n'étaient pas encore sans espoir. Aux Etats-Unis la nouvelle de la révolution du Canada avait fait sensation, et une vague de sympathie canadienne semblait emporter civils et militaires. On savait de Papineau que des généraux lui avaient offert leurs services, et qu'il pourrait se procurer le nerf de la guerre à New-York, à Philadelphie, ou ailleurs. Une loi de neutralité (avril 1838) vint rendre impossible toute aide militaire, lorsqu'on apprit que le chef réputé de la révolte prétendait n'avoir jamais voulu sortir des voies constitutionnelles, pour combattre le régime oligarchique de son pays. Washington ne pouvait être plus catholique que le Pape ou le Papineau canadien. Quant à l'aide financier il se fera récalcitrant. « Malheureusement, observe le jeune fils du tribun, les banques et le commerce sont partout les ennemis naturels de la Liberté, et rien de bon ne sortit du comptoir. Leur organe, la presse de New-York, payée par l'or anglais, chercha au contraire à nous vilipender et à jeter du ridicule sur nos efforts. »⁽¹⁷⁾.

(14) Avocat de Montréal, l'orateur le plus populaire et le plus entraînant après M. Papineau.

(15) Déposition du Dr H. Brien, p. 6, vol. 5, *Canadian Antiquarian*, 1908.

(16) O'Callaghan qui, dans *le Vindicator*, avait soufflé le vent de la révolte aux quatre coins de la province.

(17) *Journal d'un fils de la liberté*, déjà cité.

*
* *

A Albany Papineau conserve son incognito, sort peu le jour, fait de rares promenades le soir, et s'il voyage c'est sous le nom de Jean-Baptiste Fournier. Il loge chez M. Porter, sur le parc, vis-à-vis la Maison d'Etat, et O'Callaghan habite l'hôtel d'un nommé Greenwood, un Boisvert d'origine trifluvienne.

Les nouveaux chefs des réfugiés, demeurés à la frontière, se remuent en tous sens pour se procurer des fonds. Dans ce but, le 10 janvier, le Dr Robert Nelson dîne avec Papineau et part pour Philadelphie avec O'Callaghan. Ils en reviennent le 18 après un voyage infructueux, « ce qui fait perdre toute espérance à Papineau, déjà découragé. Le Dr Nelson, au contraire, lui dit qu'il faut redoubler d'efforts, et travailler encore à la bonne cause. Le jeune Amédée se range du côté du docteur qui part mécontent pour la frontière. » Le Dr Côté ne se montre pas plus satisfait de ce qu'il apprend d'Albany. « Nelson y est allé, écrit-il à Duvernay, et n'en a pas rapporté des nouvelles très plaisantes. D'un bord maître O'Callaghan criant que tout est perdu, de l'autre le grand chef se promenant d'un bout à l'autre de sa chambre, ne voulant à peine recevoir le Dr Nelson, tandis que maints étrangers sont admis à sa compagnie. »⁽¹⁸⁾

Ces étrangers, il faut le dire à la décharge de Papineau, sont sympathiques à la cause canadienne. Mentionnons, entre autres, le gouverneur, le chancelier et le sénateur de l'Etat de New-York; les deux chefs de la révolte dans l'Ontario, Wm. Lyon McKenzie et le Dr Rolph, puis, les 23 et 30 janvier, deux réfugiés de renom: l'abbé Etienne Chartier, le ci-devant curé de Saint-Benoit, et le « général » T.-S. Brown, « emprisonné pour dette contractée au Canada, encore prisonnier et accompagné d'un shérif américain complaisant qui lui avait permis de faire le voyage. »

(18) Lettre du 26 janvier 1838. *Rapport des Archives de Québec*, 1926-1927, p. 178.

Le 20 février Papineau, sous le nom d'emprunt de M. Lewis, s'éloignait davantage de la frontière, en partant pour Philadelphie à la recherche de M. Sherwood, un ancien ami, avocat distingué de Montréal, que la tyrannie anglaise avait chassé depuis longtemps⁽¹⁹⁾. Et c'est pendant cette absence, à la fin du même mois, que Robert Nelson, assumant le titre de président de la république Bas-Canadienne, avait émis une proclamation dans laquelle il déclarait notre province relevée de son allégeance envers l'Angleterre, avait tenté de franchir la frontière à main armée, et en avait été empêché par l'intervention de l'un des trois généraux qui avaient offert leurs services aux réfugiés, le général Wool, mécontent de ce que les siens avaient été dédaignés par Papineau. Amédée qui aurait « voulu se ranger sous les drapeaux du Dr Robert Nelson, et brûlant de se battre contre les tyrans », en fut péremptoirement empêché. Il dût se résoudre, suivant en cela le sage conseil de son père, à aller étudier le droit à Saratoga.

Parti pour Philadelphie le 20 février sous le nom de M. Lewis, le tribun revint à Saratoga le 6 juin, sous celui de M. Papineau. L'arrivée de sa femme, qu'il n'avait pas vue depuis le début de son exil, lui fournit l'occasion de laisser cet incognito qui, paraît-il, lui était personnellement désagréable. A ce propos le Dr Côté aura ces mots durs : « j'ai blâmé, et je blâme encore M. Papineau que je qualifierai toujours de lâche et de poltron par son système d'incognito qui n'était qu'un prétexte pour sauver sa précieuse peau. »⁽²⁰⁾

Le 5 juillet Papineau était à New-York, avec O'Callaghan, pour rencontrer Wm. Lyon McKenzie, John Ryan père, et le Dr Robert Nelson. M. McKenzie cherchait à effectuer une réconciliation, mais le Dr Nelson, après une assez froide conversation avec Papineau, se retira avec Ryan, en refusant la main à O'Callaghan. A cette courte réunion ces messieurs apprirent la bonne nouvelle de « l'Amnistie Dur-

(19) Frère de Levius Peters Sherwood, alors juge du Banc de la Reine, dans le Haut-Canada.

(20) Lettre à Duvernay, p. 112, vol. VIII, 1910, *Canadian Antiquarian*.

ham », du 28 juin, qui ne pendait personne, envoyait 8 patriotes en exil, et défendait l'entrée au pays, sous peine de mort, à 15 réfugiés, sans aucune forme de procès. Cette ordonnance fit se vider les prisons de Montréal, et le réfugié E.-E. Malhiot, d'en écrire à Duvernay: « J'ai vu plusieurs des sortis de prison. Ils paraissent n'avoir pas trop souffert. Ils sont gras comme des rebelles ».

Du 7 au 12 juillet Papineau est à Philadelphie, où il rencontre l'abbé Chartier, et rend visite avec lui au vieil évêque de l'endroit, qui s'était intéressé à l'ex-curé de Saint-Benoit en écrivant à lord Durham et à l'évêque de Montréal.

Au retour de ce voyage, Papineau et O'Callaghan s'installent, pour plus de tranquillité, à « Highland Hall », Saratoga, où leur quiétude sera quelque peu troublée par la visite inattendue « d'un grand John Bull, Simpson, l'agent officieux de Durham auprès des *Huit*, qui repartit pour le nord sans rien arracher, ni de secrets, ni de promesses. » Wm. Lyon McKenzie, à New-York, est leur correspondant. C'est de cette source que leur vient la nouvelle de l'illégalité de l'ordonnance de déportation aux Bermudes, « ce qui leur laisse croire que Nicolas Durham va en crever de dépit ». C'est encore à Saratoga qu'ils apprennent, au début de novembre, le départ pour l'Angleterre du vice-roi indigné, la répression, par son successeur Colborne, de la deuxième tentative d'invasion du Bas-Canada coïncidant avec le retour des exilés des Bêrmudes. Le Dr Wolfred Nelson, arrivé trop tard à la frontière pour contrecarrer l'entreprise des réfugiés, descend à Saratoga pour se concerter avec Papineau, et ensemble ils partent pour New-York. Le 27 novembre les journaux de Washington publiaient la note suivante: « MM. Papineau et le Dr Wolfred Nelson, et plusieurs autres messieurs en connection avec le Canada, firent visite aujourd'hui à M. le président Van Buren, accompagnés de l'hon. Silas Wright, sénateur des Etats-Unis pour l'Etat de New-York. »

Un mois plus tard le Dr Wolfred Nelson veillait avec Papineau à Saratoga où, précise Amédée, « le héros de Saint-Denis donna une relation de la bataille où, par son courage et son sang froid, il s'est

acquis des lauriers immortels, comme la reconnaissance de ses compatriotes. Que n'était-il à Saint-Charles? A présent le pays serait libre!!! » La réponse à la question se rencontre dans les Mémoires de T.-S. Brown: « Le docteur voulut me donner du renfort, mais je le refusai parce que je savais que ce renfort serait faible, et que lui-même il pouvait d'un instant à l'autre avoir besoin de toutes ses forces à Saint-Denis. »

*

* *

Les événements de novembre ont laissé les réfugiés désemparés, et leurs chefs, les docteurs Cyrille Côté et Robert Nelson, ont vu leur prestige entamé.

Avec le mois de janvier (1839) les assemblées se multiplient, les groupes se consultent, et finalement l'on suggère la nomination d'un agent à Paris pour intéresser l'opinion française à la cause des patriotes. La lettre qui suit, adressée au Dr W. Nelson, atteste que celui-ci avait donné son assentiment au choix de M. Papineau:

Albany, Février 3, 1839.

Monsieur,

M. Papineau nous a communiqué hier la substance de la lettre qu'il venait de recevoir de vous, et nous avons vu avec plaisir qu'elle venait à l'appui de nos désirs, nous voulons parler de sa mission en France, et nous avons une bien grande satisfaction en vous apprenant que nous avons pu lui fournir les moyens de faire le voyage. Nous avons aussi vu McKenzie qui retourne à Rochester, où il y aura sous quelque temps une convention. Il désire beaucoup qu'une chose semblable ait lieu sur la frontière du Vermont qui pourra correspondre avec celle des frontières de New York, etc., etc.! Nous en avons parlé à M. Papineau qui approuve ce plan, d'autant plus que ce sera le moyen d'arrêter nos amis de faire des incursions qui ne pourront manquer de faire du mal à la cause, vu qu'ils n'auront pas les moyens

de prendre une position respectable dans le pays. M. Louis Perrault vous fera part de sa lettre qui vous fera connaître le but que nous nous proposons, j'espère qu'il sera couronné de succès.

Comme il est plus que probable que M. Papineau vous aura écrit plus de détails, nous nous bornerons à vous dire que nous nous attendons aux résultats les plus favorables sur la mission de M. Papineau en France, et nous vous annonçons avec plaisir que la Convention du Haut-Canada va lui donner tous les pouvoirs dont il aura besoin comme représentant les vœux du peuple. Une convention du Bas-Canada pourrait, si elle était formée, en faire autant, et il se trouverait ainsi appuyé dans sa mission, par ce qu'il y a de personnes les plus distinguées et les plus éclairées tant dans le Bas que dans le Haut-Canada. En attendant le plaisir de vous revoir, nous avons l'honneur d'être

Vos compatriotes.

H. A. Gauvin,

E. N. Duchesnois⁽²¹⁾.

Le départ du tribun pour la France ne devait pas désarmer ses critiques. A une réunion qui eut lieu le 18 mars, à Corbeau, et qui avait été convoquée par l'abbé Chartier, pour le choix d'un comité exécutif, il y fût plutôt question de M. Papineau.

Il eut pour le défendre le Dr Wolfred Nelson à l'encontre de son propre frère le Dr Robert, et surtout du Dr Côté qui voulait à tout prix la déchéance du grand chef. Le débat fut si violent que l'abbé Chartier, qui penchait jusque là vers l'opinion adverse à Papineau, et avait même proposé de le déposer, « prit la décision de ne plus faire partie d'organisation ou se trouverait Côté. »⁽²²⁾

A Paris, dans la *Revue du progrès*, Papineau fit paraître la première partie de son *Histoire de l'Insurrection du Canada* où, d'a-

(21) Lettre inédite jusqu'ici, un notre possession.

(22) Lettre de E.-E. Malhiot à Duvernay, 14 mai 1839. *Rapport des Archives de Québec*, 1926-1927, p. 205.

près M. Chapais, « les récriminations virulentes tiennent plus de place que le récit des événements, et qu'il a bien fait de ne pas continuer ». Cette opinion rencontre celle émise, sous une autre forme, par le Dr Wolfred Nelson, lors de la réimpression du même ouvrage aux Etats-Unis:⁽²³⁾ « M. Papineau est décidé à ne plus écrire pour le moment; c'en sera que mieux, s'il ne fait pas plus *le diplomate* que dans sa première production. Il aurait pu relever les erreurs de Durham sans faire de personnalités. Je suis fâché de l'admission de M. Papineau et de McKenzie *que nous étions décidés* à nous révolter, c'est justifier nos adversaires. »⁽²⁴⁾

De pareils coups de plume ne pouvaient gagner l'émancipation du pays. L'inaction de Papineau, qui ne donnait pas de ses nouvelles, indisposait de plus en plus ses amis réfugiés, entre autres E.-E. Malhiot qui écrivait à Duvernay: « Je suis fatigué de défendre un homme ingrat qui sait que nous l'attendons comme le Messie, et ne daigne pas même faire dire à ceux qu'il a conduits à l'exil; espérez ou n'espérez pas. Croit-il faire comme en 1837, conduire seul, avec O'Callaghan et deux ou trois autres, la barque et l'abandonner au moment du danger, sans rien vouloir faire pour sauver ceux qu'ils ont fait embarquer? Papineau a de grands torts mais ce n'est pas le temps de l'injurier. »⁽²⁵⁾

L'injurier! De fait, le Dr Côté et ses amis multipliaient leurs récriminations. Ils ne parlaient plus que de démasquer Papineau et de le répudier publiquement. De plus sages avis prévalurent. L'abbé Et. Chartier fut amené à accepter la mission délicate d'aller lui porter une adresse, ou plutôt d'aller s'enquérir si M. Papineau ne voulait rien faire, et en ce cas, agir au nom des réfugiés auprès du peuple français.

L'abbé Chartier jouissait de la confiance générale des réfugiés. M. E.-E. Malhiot fait l'éloge de son indépendance, de ses capacités, de

(23) A Burlington, Vt., (août 1839) au *Patriote Canadien*, journal que Duvernay venait de fonder.

(24) Lettre à Duvernay, 1er août 1839. *Rapport des Archives de Québec*, 1926-1927, p. 209.

(25) *Rapport des Archives de Québec*, 1926-1927, p. 210.

son patriotisme; le Dr Wolfred Nelson renchérit en vantant son zèle honorable qui ne peut que faire du bien à la cause en France, et couronne l'éloge par cette pointe d'humour: « Du bien pourrait aussi en résulter, surtout s'il va voir Sa Sainteté le Pape, mieux encore, si en homme d'esprit, le Pape confirme l'expression des Ecritures Saintes, « qu'opposition aux Tyrans est obéissance à Dieu »⁽²⁶⁾.

Deux lettres de M. l'abbé Chartier, datées de Paris, sont données ici en primeur, l'une à M. Ludger Duvernay, et l'autre au Dr Wolfred Nelson:

Paris 6 avril 1840.

Hôtel de Rouen, 234, rue St-Denis.

Mon cher Ami,

Il y a du mécompte dans nos calculs; ma lettre laissera Paris après le temps où elle est sans doute attendue à Burlington. Parti de New York le 2 février par un temps très froid, au bout de trois jours nous étions dans une latitude plus sud jouissant d'une température plus modérée, et avec un assez bon vent qui nous promettait une traversée des plus promptes et des plus agréables. Le 20 nous étions presque arrivés à l'embouchure de la Manche, et trois jours de plus de ce bon vent nous mettaient en sûreté dans le bassin du Hâvre. Mais qui n'a pas été désappointé quelque fois au moment de toucher au terme de ses désirs? Le 20 dans la nuit une tempête du Sud-Est s'est élevée très violente, nous a obligés de rester à la cape pendant sept jours, la violence du vent et de la mer nous poussant sur les côtes d'Irlande. Pour éviter d'aller y laisser les débris de notre jolie Louise et de nos chères carcasses, force nous a été de tourner le dos à la France pour éviter l'Irlande et de nous diriger dans le Nord-Ouest. Le vent s'étant calmé et fixé à l'Est le 27 février nous nous trouvions deux cents lieues plus en arrière que le 20. Pendant cette tempête, qui était mon coup d'essai, je puis me vanter d'avoir conservé la même égalité

(26) Lettre à Duvernay. *Rapport des Archives de Québec, 1926-1927*, p. 220.

d'âme, et je n'ai pas eu la moindre envie d'être malade. Mon capitaine était un bon marin qui ne s'est pas trompé d'une lieue sur toute la route qu'a suivie son bâtiment. Après le 27 le vent se trouvant tout à fait debout, nous avons été condamné à louvoyer jusqu'au 10 de mars, où s'étant tourné au nord à peu près, nous avons pu mettre pied à terre au Hâvre dimanche matin le 15 après 41 jours de navigation.

Je suis resté au Hâvre jusqu'au mardi suivant à 5 heures de l'après-midi, d'abord pour faire laver mon linge, secondement pour lire les journaux anglais. Hélas! que nous occupons une bien petite place dans la pensée de notre Reine, si nous en jugeons par la brièveté de ses paroles dans son discours d'ouverture. J'aurais écrit du Hâvre si quelque paquebot se fût adonné à partir pendant que j'y étais. Je suis donc arrivé dans la fameuse capitale de la France mercredi le 18 à dix heures du matin. Dix-sept heures de marche pour 54 lieues il n'y a pas à se plaindre des Diligences de France, et j'ai payé 20 francs dans la rotonde qui contient quatre places sur le derrière de la voiture. Je me suis rendu immédiatement chez Mr Lecocq, rue St-Martin, à l'adresse du jeune Lévesque qui se trouvait depuis deux mois à Bolbec en Normandie chez un parent de son père. J'ai su depuis que le Dr Duchesnois était alors absent de Paris et le Dr Gauvin reparti pour l'Amérique: et comme je ne voulais point voir Mr. Papineau avant d'avoir pris quelque information de quelqu'un de nos compatriotes de Paris, j'écrivis aussitôt au jeune Lévesque pour le prier de venir me joindre à Paris; et samedi matin le 21 il était dans ma chambre à causer avec moi. Pendant les trois jours que je suis resté seul, je me suis occupé d'une affaire très importante pour moi, et qui une fois entamée m'a tenu constamment occupé jusqu'à samedi le 28, et dont je vous parlerai à la première occasion. Je n'ai pu alors préparer pour le paquebot du 1er avril que deux lettres, encore plus pressées que celle-ci; l'une à New-York et l'autre au Dr Consigny à Swanton, qui m'avait envoyé à Paris le « North American » du 5 février où l'on ne me ménage guère, comme vous voyez. Je ne sais comment l'on a cru pouvoir publier contre moi des extraits d'une lettre qui ne cesse pas

d'être ma propriété quoi que j'aie bien voulu permettre à Mr Prévost d'en prendre une copie pour servir en temps et lieu contre M. Papineau si, après l'avoir reçue, il n'y répondait pas d'une manière satisfaisante ou négligeait d'y répondre du tout; d'en publier, dis-je, de nombreux extraits (avant que M. P. l'ait reçue et ait pu y répondre), comme contenant une désapprobation absolue et décidée de ma part de la conduite de M. Papineau, tandis que le fait même de cette lettre et sa teneur font voir évidemment quelle ne comporte pas un jugement final sur lui, tout au plus que des accusations et des soupçons de ma part, auxquels je n'ajoutais pas encore une foi entière puisque je dis que j'attends sa réponse et ses explications avant de former une opinion décidée. Vous concevez, mon cher Monsieur, que je ne puis guère laisser cette sortie sans réplique; d'autant plus que j'ai déjà une quasi-certitude que la plupart des reproches de ma lettre à M. Papineau sont mal fondés, parce qu'ils ne sont appuyés que sur les rapports erronés que j'ai reçus et qu'il est de l'intérêt général de voir enfin vérifiés et éclaircis. Ma mission est à peine commencée; cependant je puis dire qu'il s'en faut de beaucoup que M. Papineau soit resté aussi oisif en France qu'on le croit généralement aux Etats-Unis: sa grande faute, et son plus grand dommage pour lui-même est de n'avoir pas assez fait connaître ou fait connaître à assez de monde ce qu'il y faisait. M. P., comme nous avons su, a été bien accueilli à son arrivée, principalement par Mr. Lafitte qui est un des premiers chefs du parti républicain; mais la malheureuse tentative d'insurrection du 12 mai dernier a consolidé le pouvoir de Louis-Philippe et presque ruiné l'influence républicaine qui seule pouvait être utile aux Canadiens. Aussitôt que Mr. P. a su que Colborne était rappelé en Angleterre il s'est mis en devoir de l'attaquer et s'est entendu avec M. Roebuck pour le poursuivre criminellement pour meurtre au Banc de la Reine. Il s'est occupé à préparer à envoyer à M. Roebuck tous les papiers et documens nécessaires pour cette poursuite dans laquelle le jeune Lévesque, qui a bien aidé Mr. P., et un des frères de l'infortuné Hindelang devaient se porter comme partie-civile pour des dom-

mages et intérêts, l'un pour son emprisonnement prolongé et sa condamnation à mort, et l'autre pour le meurtre de son malheureux frère, disposé néanmoins à consacrer à la cause Canadienne les dommages qu'il pourrait obtenir. Les ministres se sont doutés ou ont eu vent de la chose; c'est pourquoi ils ont avisé la Reine d'appeler maître Colborne à la Pairie aussitôt après son arrivée, afin qu'il ne put être poursuivi que devant la Chambre des Pairs, c'est-à-dire, afin de le soustraire à la justice. (Mr. Roebuck s'est désisté de cette poursuite). Car après les compliments qu'il a reçus à la Cour et dans les deux chambres, il ne restait plus évidemment la moindre chance de l'amener à conviction devant la Chambre des Pairs. Mais on dira: faire résonner aux oreilles des Pairs, exposer à la face de l'Angleterre entière les méfaits de ce monstre, ne serait-ce pas beaucoup? Oui sans doute: mais cette poursuite ne se ferait pas sans quelques déboursés. Or ni Mr Roebuck, ni Mr Papineau, ni le jeune Lévesque ne sont en état de faire face à ces dépenses; et les frères d'Hindelang, quoique assez à l'aise, ne sont pas d'humeur à faire seuls un sacrifice d'argent, pour notre intérêt politique seulement puisqu'ils ne leur reste plus aucune chance de réussir contre Colborne.

Il s'en faut de beaucoup encore que Mr. Papineau soit « universellement méprisé » à Paris, comme on le répète sur la frontière. La première fois que j'allai chez lui (dimanche 22) je trouvai nombreuse compagnie d'hommes de l'opposition, parmi lesquels se trouvait Mr. Guillemot; et un des premiers libraires de Paris Mr. Gaume qui, demeurant dans le même quartier, vint de lui-même, sans introducteur, faire visite de voisinage à Mr. Pap., attiré par sa grande réputation seule, « ne pouvant résister plus longtemps au désir de faire sa connaissance, etc. », et écrivit à M. et Mme Pap., de venir le voir « pour se distraire des ennuis qu'ils doivent éprouver dans un pays étranger, etc. » Mr P., est bien vu de la famille du grand Lafayette; qui lui ont présenté une copie des mémoires du général avec une lettre très gracieuse. Avant hier il dînait je ne me rappelle plus chez quel haut personnage qui désirait lui faire faire la connaissance du général Baudin

nouvellement arrivé de Vera-Cruz. Dans l'hôtel où je loge, fréquenté par la classe marchande qui lit les papiers, tous ne m'ont parlé de Mr. P. qu'avec des termes d'estime et de respect.

Mr. Papineau est venu me rendre ma visite à mon hôtel deux ou trois jours après la mienne. J'ai profité de cette occasion pour lui parler de tous les mécontentements qui existent contre lui, de toutes les accusations que l'on porte à sa charge. Je ne lui ai pas dissimulé qu'on en était venu jusqu'à douter s'il n'avait pas fait sa paix avec le gouvernement anglais, si même il n'avait pas reçu les £5000 des ar-rérages de sa paye, si il n'avait pas entièrement abandonné la cause de son pays, etc.; que c'était pour savoir tout cela de lui que j'avais été envoyé par les plus sincères patriotes afin qu'ils sussent à quoi s'en tenir sur son compte. En un mot je n'ai rien oublié qui pût lui faire juger combien il était déchu de sa popularité, et comme il venait de m'avouer qu'il était persuadé que le Canada ne pouvait pas être dix ans encore sous le joug de la Grande-Bretagne, je profitai de cet aveu pour lui faire sentir la nécessité pour lui de travailler à laver sa réputation, s'il voulait se remettre en état d'être utile à son pays, puisqu'il m'exprimait sa détermination de continuer à le servir, etc.

Bref, nous convîmes que je dresserais un catalogue de toutes les plaintes et accusations portées contre lui, qu'il me donnerait ses réponses que je prendrais en notes, et que du tout je dresserais un rapport que j'enverrais à ceux qui ont bien voulu m'honorer de leur confiance. Voici les propres paroles de Mr. Pap. « Mr. Chartier, je serai toujours prêt à vous donner toutes les explications que vous désirerez avoir sur ma conduite, et vous ferez de mes réponses l'usage que vous jugerez le plus convenable, etc. » Mr. P. ayant déménagé la semaine dernière pour changer de quartier en considération de l'éducation de sa jeune famille, et pour raisons d'économie, je n'ai pu, jusqu'à présent, commencer une espèce d'enquête que je réserve pour cette semaine. Comme déjà j'entrevois que le compte que me rendra Mr. Pap. sur certaines transactions sera différent de certains rapports écrits que j'ai lus, je serai dans la nécessité d'avoir le témoignage de

tierces personnes, afin de constater si c'est au rapport de Mr. Papineau qu'on doit ajouter foi ou à celui de ses opposans. Je suis décidé plus que jamais à n'épargner aucun soin ni aucune peine pour parvenir à découvrir la vérité que nous sommes tous si intéressés de savoir. Je sens toute l'importance et la délicatesse de ma mission, et surtout combien il importe à ma réputation, et même à l'intérêt du pays que je sois strictement impartial.

Nous ne pouvons rien espérer de la France dans le moment actuel: Je vous en détaillerai les raisons plus au long dans ma prochaine; cependant l'avenir n'est pas sans espoir.

Vous saurez avant que ma lettre vous parvienne que l'Union des deux provinces a été présentée par Lord Russell dans la Chambre des Communes. Sûrement qu'au Canada on saura apprécier à sa juste valeur l'affreuse duplicité de L. Russell, en même temps qu'il sera rempli de reconnaissance pour M. Hume pour sa défense généreuse et constante de notre honneur et de nos droits. Je ne sais si vous avez vu ou verrez sur les papiers qu'il a suggéré à L. Russell la convenance pour le gouvernement de sa Majesté d'accompagner le Bill d'Union d'une amnistie générale tant pour les déportés que pour les réfugiés et que L. R. aurait répondu que sa suggestion (de M. Hume) serait prise en considération.

Mon papier m'averti de terminer. Communiquez ma lettre, s'il vous plaît, avec mes meilleurs amitiés, aux zélés patriotes de Burlington.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, avec estime et considération,
Votre très humble et obéissant serviteur,

Etne Chartier.

L. Duvernay.

Suit la lettre au Docteur Wolfred Nelson:

Paris 21 mai 1840.

Mon cher monsieur,

J'ai envoyé par le Paquebot du 1er de ce mois ma réplique au *North American* du 5 février dernier qui m'a été envoyé à Paris. J'ose me flatter que cette réplique publique satisfera pleinement à tout ce qu'à dû avoir de pénible pour vous cette sortie du 5 février, et me servira d'apologie auprès de vous pour ce que j'ai pu dire dans un temps de malheureuses divisions, où j'ai été entraîné par ma trop grande crédulité dans les insinuations mensongères du Dr. Côté, et de sa méchante coterie. Si cette explication publique vous laissait encore quelque chose à désirer, daignez me faire savoir, Docteur, ce que je puis faire encore pour mériter que vous oubliiez un passé qui ne reviendra plus, à présent que je puis apprécier par moi-même les choses et les hommes.

J'ai toujours été sous l'impression (et malheureusement bien d'autres avec moi) que Mr Papineau s'était enfui de Saint-Denis lâchement et presque furtivement, j'ai appris de Mr. Papineau lui-même que ce n'a été qu'à votre sollicitation pressente qu'il est parti de Saint-Denis. Dans ce cas là son départ de Saint-Denis prend une couleur toute autre que celle que ses détracteurs lui donnent. Le pays est intéressé à connaître la vérité au sujet de ses chefs, surtout dans un temps où il paraîtrait que sa perte n'est pas encore consommée, et que le présent nous apporte encore des consolations, de l'espérance pour l'avenir: J'ose donc vous prier, Monsieur de vouloir bien m'écrire comment s'est fait le départ de Mr Papineau de Saint-Denis, avec tous ses détails et ses circonstances, et les différentes représentations que vous lui avez faites alors pour motiver son départ; me proposant de me servir de votre témoignage, pour en détromper d'autres qui comme moi ont été les dupes de rapports mensongers. On m'a dit, par exemple, que MM. Papineau et O'Callaghan se tenaient cachés dans votre grenier, tant ils avaient peur, qu'ils ont trouvé le moyen de commander deux chevaux de selle, qu'ils ont descendu furtivement du grenier quand les chevaux ont été amenés près

de la maison, ont sauté dessus et se sont sauvés aussi vite qu'ils ont pu⁽²⁷⁾.

Mr. Papineau est vu et apprécié comme on doit s'y attendre par les politiques et savans libéraux, il est très bien accueilli par l'ambassadeur américain qu'il voit de temps en temps. Les rapports qui ont circulé sur la frontière que Mr. Papineau était universellement méprisé à cause de sa lâcheté, disait-on, à Saint-Denis, sont absolument faux. Lord Aylmer même qui est à Paris, ne peut s'empêcher d'en dire à présent du bien, et Lord Gosford a dit aux Etats-Unis et durant la traversée, que s'il avait écouté les avis de Mr. Papineau ils seraient encore tous deux, lui à la tête de son gouvernement, et Mr. Papineau dans sa Patrie. Les liaisons politiques qui existent entre le Gouvernement de Louis-Philippe et l'Angleterre font que Mr. Papineau s'est abstenu de faire des liaisons dans le parti du Gouvernement. S'il avait plus de revenus il dit qu'il pourrait étendre le cercle de ses liaisons politiques; mais il est réduit à vivre si à l'étroit qu'il n'est pas capable de donner à dîner à personne, il se plaint même de ses parents de Montréal qui n'osent pas lui écrire, même pour ses affaires personnelles (excepté Mme Dessaulles). Il me disait qu'il s'était toujours opposé à l'établissement de la Banque du Peuple et qu'il avait prédit à Ls Michel Viger qu'elle serait le tombeau de sa popularité et même de son patriotisme, parce qu'ils se trouveraient incapables de lutter contre les Banques tories soutenues de toute l'influence du Gouvernement, et qu'il n'y aurait que par une coalition avec les Banques du parti opposé que la leur pourrait se soutenir. L'événement a vérifié sa prédiction. J'ai été bien aise d'apprendre qu'il n'avait rien à faire avec cette Banque qui a si fort trompé les espérances des Canadiens. On se plaint de ceux du Canada. Il est certainement aussi dévoué au pays qu'il l'a été par le passé; mais il dit qu'il ne peut pas agir sans la

(27) Le Dr Nelson, au reçu de cette lettre au milieu de septembre 1840, semble bien avoir répondu à la question de messire Chartier par la déclaration de l'étudiant Dansereau, qui est du 1er octobre suivant, et que nous avons reproduite plus haut.

coopération de ses collègues, et les malheureuses divisions qui ont eu lieu parmi les Canadiens sous Lord Gosford lui font désespérer d'avoir cette coopération, cette unanimité de sentiments pour le présent. D'ailleurs tant que les puissances d'Europe seront en paix, il pense que ce serait absurde de vouloir chercher à susciter des ennemis à l'Angleterre pour l'intérêt seul de notre cause; la France actuellement est trop occupée de son Algérie pour tourner son attention sur le Canada; la question du Maine est ce que Mr. Papineau attend. Aussitôt qu'il y aura certitude qu'elle ne pourra point se régler amicablement, il se mettra en rapport *sérieux* avec l'ambassadeur américain ici. En vérité je crois aussi qu'il faut attendre que bien des petites passions aient eu le temps de se calmer, pour qu'une meilleure intelligence puisse régner d'un bout à l'autre du Canada, sans quoi il nous sera impossible de parvenir à aucun bon résultat.

M. Papineau me paraît beaucoup souffrir moralement; il est maigre et bien vieilli, il a beaucoup perdu de cette gaieté que vous lui connaissiez: aussi les clabauderies auxquelles il a été exposé toute sa vie et surtout dernièrement, ont dû l'user avant le temps. Mme Papineau est malade d'une esquinancie depuis près de six semaines, et n'en est pas encore guérie: Nous parlons souvent de vous: Nous avons appris avec chagrin que vos propriétés du Canada avaient été pour ainsi dire sacrifiées: nous sommes tous bien malheureux.

J'ai cru comprendre que vous n'êtes plus dans l'habitude de vous écrire l'un à l'autre, Mr Papineau et vous: j'espère néanmoins qu'aucun brouillard ne sera passé entre l'atmosphère de l'un et de l'autre. Mr. Amédée écrivait ces jours derniers que le Dr Côté publiait sur son journal qu'il y avait quatre traîtres parmi les Canadiens, le Dr Brien, Papineau, Lafontaine, et Chartier. Quant à moi je le remercie d'avoir fait connaître au public que je n'ai plus rien de commun avec le Dr Côté. Je viens justement de recevoir une lettre de Mr. Malhiot, qui est actuellement à la Louisiane; il paraît qu'il n'a pas mieux réussi à la Nouvelle-Orléans à exciter la sympathie pour notre cause parmi les Orléanais que moi parmi les Parisiens. C'est un coup man-

qué: il faut s'y résigner et attendre une meilleure chance dans l'avenir: c'est néanmoins quelque chose d'avoir fait connaître au monde notre désir de secouer le joug britannique. Quant à moi les intrigues des Sulpiciens ont réussi à m'empêcher d'obtenir des Administrateurs du Diocèse de Paris, pendant la vacance du siège, de l'emploi dans le ministère ecclésiastique. Je partirai prochainement pour Rome pour aller poursuivre la cassation de la sentence d'interdit de l'Evêque de Montréal contre moi; en quoi j'ai tout lieu d'espérer de réussir.

En passant à New-York, j'ai eu plusieurs conversations avec Mr. Bonnefoux au sujet des affaires du Canada. Il m'a donné copie d'une lettre par laquelle il engageait (en Novembre 1838) Mr. Papineau à passer en France. Il m'a dit qu'il s'était offert à payer les frais du voyage, à condition qu'il y aurait un comité organisé de tous les principaux canadiens; que dans une certaine réunion à New-York le plan d'organisation du Comité et du voyage de France avait été abandonné pour le voyage de Washington. Auriez-vous la bonté de me rapporter ce fait aussi, et quels rapports il y a eu entre les Chefs Canadiens et Mr. Bonnefoux?

Il y a dans cette affaire là quelque chose dont je ne puis pas bien me rendre compte. Vous savez, mon cher Monsieur, que ce n'est pas par une vaine curiosité personnelle que je désire savoir ces circonstances; mais pour faire triompher la vérité, et l'innocence, si elle est injustement calomniée.

Je prie Madame Nelson, dont le courage dans ses dures épreuves fait mon admiration, de vouloir bien agréer l'hommage de mon humble respect; je vous prie de présenter mes amitiés à votre aimable famille, et de vouloir bien recevoir pour vous-même l'assurance sincère de la respectueuse considération et de la haute estime de votre très dévoué et très obéissant serviteur.

ET. CHARTIER.

Le 28 août 1840, l'abbé Chartier débarquait à New-York, après 46 jours de traversée. Parti de Paris le 26 juin, des vents contraires

l'avaient retenu au Havre jusqu'au 12 juillet. Aussitôt, par lettres, il informa Duvernay et Nelson de son retour, « les assurant que, dans peu de jours, il leur donnerait le rapport officiel (en préparation) de sa mission qui satisfera tous ceux qui sont amis de la justice et de la vérité en même temps qu'ils le sont de M. Papineau ». Au Dr Wolfred Nelson, il disait en particulier: « Je vous inclus ma lettre, du 21 mai, dont j'ai différé l'envoi de Paris parce que quelques jours après qu'elle fut écrite, j'appris la mort de l'Evêque de Montréal. Alors mon voyage à Rome devenant inutile, je me résolus de revenir en Amérique. Je partirai bientôt pour Vincennes où je vais prendre la place qui m'a été offerte dès l'automne passé ».

* *
*

Papineau, amnistié dès 1843, grâce au prestige de La Fontaine, ne reviendra au pays qu'en 1845. L'année suivante le ministre Draper, où son cousin Denis-Benjamin Viger, et son frère Denis-Benjamin Papineau, étaient ministres, consentit à lui payer £4,500, somme qui représentait son traitement de président de la chambre qui ne lui avait pas été payé pendant plusieurs années, avant 1837. Abandonné par ses anciens partisans, après une courte apparition dans la politique, il se retira au foyer familial de Montebello, seigneurie de la Petite-Nation.

Montarville
Boucher de La Bruère